

**Point de presse du porte-parole -
Nations unies/Conférence
internationale «Protégeons les
enfants de la guerre» -
Irak/Lancement de l'offensive pour
la reprise de la partie occidentale de
Mossoul - Mali/Acte terroriste -
Somalie/Attentat terroriste -
République démocratique du
Congo/Situation dans le Kasai -
Ukraine/Reconnaissance par la
Russie des documents émanant des
autorités de facto du Donbass
(Paris, 20 février 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Nations unies - Conférence internationale «Protégeons les enfants de la guerre» (Paris, 21 février 2017)

À l'occasion de la conférence internationale «Protégeons les enfants de la guerre», organisée conjointement avec l'UNICEF, la France accueillera à Paris le 21 février 120 délégations représentant des États, des organisations internationales et la société civile. Cette conférence sera ouverte par le président de la République. Elle sera coprésidée par MM. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, et Anthony Lake, directeur exécutif de l'UNICEF. Y participera également Mme Leila Zerrougui, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies pour les enfants en temps de conflits armés.

Cette initiative s'inscrit dans la continuité de la conférence «Libérons les enfants de la guerre» qui s'était tenue à Paris en 2007. Elle avait conduit à l'adoption des «Principes et engagements de Paris», visant à protéger les enfants du recrutement par des forces ou des groupes armés. Ces principes et engagements ont reçu le soutien de 105 États. Dix ans après, la France entend amplifier la mobilisation internationale.

Les participants présenteront un état des lieux de la situation des enfants dans les conflits armés, rappelleront le cadre normatif existant afin d'en promouvoir la mise en oeuvre et identifieront les pistes de progrès possibles.

Cette conférence constitue une occasion de recenser les engagements volontaires des États à cet égard, notamment l'endossement des «principes et engagements de Paris» par de nouveaux pays.

2 - Irak - Lancement de l'offensive pour la reprise de la partie occidentale de Mossoul

La France salue l'annonce, le 19 février, par le Premier ministre irakien Haïder al-Abadi de l'engagement des opérations en vue de la reconquête de la partie occidentale de Mossoul. Après la libération le mois dernier des quartiers orientaux de la ville grâce au courage et à l'efficacité des forces irakiennes, cette offensive doit permettre de libérer la ville de l'emprise de Daech et de poursuivre les progrès significatifs enregistrés depuis le début des opérations contre l'organisation terroriste en Irak.

Aux côtés de nos partenaires de la coalition internationale, la France continuera d'apporter tout son appui aux forces armées irakiennes dans la deuxième phase de l'opération de libération de Mossoul.

La France rappelle la vulnérabilité des populations civiles et insiste pour que leur protection soit assurée, conformément au droit international humanitaire. La France continue à soutenir l'action des agences humanitaires des Nations unies.

M. Jean-Marc Ayrault a eu l'occasion de rappeler à Munich lors d'un entretien bilatéral avec M. Haïder al-Abadi le soutien de la France à l'Irak dans la lutte contre le terrorisme et dans ses efforts pour oeuvrer à la réconciliation nationale, qui constitue la condition d'une paix durable dans ce pays.

3 - Mali - Acte terroriste (19 février 2017)

La France condamne l'attentat dont ont été victimes le 19 février les passagers d'un autocar dans la région de Gossi.

Nous exprimons nos condoléances aux familles des victimes et aux autorités maliennes. Nous souhaitons un prompt rétablissement aux blessés, dont une partie a été évacuée par la force Barkhane, en lien avec les forces armées maliennes.

Cette attaque illustre, plus que jamais, l'importance d'une mise en oeuvre complète des accords d'Alger.

4 - Somalie - Attentat terroriste (19 février 2017)

La France condamne l'attentat perpétré le 19 février dans un marché de Mogadiscio, qui a coûté la vie à de très nombreuses personnes.

Nous exprimons nos condoléances aux familles des victimes et aux autorités somaliennes.

La France salue l'action menée par les nouvelles autorités fédérales somaliennes pour restaurer la paix et la sécurité, avec l'appui de l'Union africaine. Avec nos partenaires, nous nous tenons aux côtés du président Mohamed Abdullahi Mohamed dans la lutte contre le terrorisme.

5 - République démocratique du Congo - Situation dans le Kasai

La France exprime sa grave préoccupation après la diffusion sur internet d'une vidéo montrant des membres présumés des forces armées de la République démocratique du Congo se livrant à des exécutions extrajudiciaires contre la population civile, y compris des femmes et des enfants, dans la région du Kasai.

Nous exhortons les autorités congolaises à faire au plus vite la lumière sur ces agissements inacceptables et à identifier les responsables, qui devront répondre de leurs actes.

La France condamne les violences meurtrières qui secouent la région du Kasai depuis plusieurs mois. Elle appelle les autorités et les forces de sécurité congolaises à assumer leur responsabilité première de protection des populations civiles, dans le plein respect des droits de l'Homme.

6 - Ukraine - Reconnaissance par la Russie des documents émanant des autorités de facto du Donbass

La France a pris connaissance du décret du président de la Fédération de Russie sur la reconnaissance des documents officiels émis par les autorités de facto de certaines zones des régions de Donetsk et de Lougansk.

La France regrette cette décision qui n'est pas dans l'esprit des accords de Minsk.

Elle appelle les autorités russes à concentrer leurs efforts et à user de leur influence sur les responsables séparatistes afin que les accords de Minsk soient mis en oeuvre sans tarder. Il s'agit de la seule manière d'apporter une solution pacifique et durable à la crise à l'Est de l'Ukraine./.